

Le cancer colo-rectal, 10 ans d'histoire...

Dans le début des années 2000, le Président de la République Jacques Chirac a décidé d'engager la France dans une forte politique de prévention et prise en charge des cancers, avec comme priorité le cancer du sein et le cancer colo-rectal (CCR).

Durant une période prolongée, des essais par département pilote de dépistage du CCR ont été conduits par un groupe de travail national, présidé par le Pr Jean Faivre qui a su regrouper médecins et représentants des organes d'états sur demande du ministère de la Santé (B. Kouchner).

Parallèlement, sous l'influence du Pr Th. Ponchon, le conseil d'administration de la SFED a contribué à clarifier et organiser nos connaissances sur le CCR puis à établir les premiers outils de communication sur le sujet.

Fin 2004, le Pr Denis Sautereau et les Drs Jean Marc Canard, Jean Christophe Létard ont rencontré le conseiller à la santé du Premier Ministre Jean Pierre Raffarin pour rappeler l'importance de ce dossier en terme de santé publique et la nécessité de le faire avancer : une écoute amicale, concernée et attentive a été portée à ce problème inquiétant qu'est le CCR.

Puis, c'est en mai 2005, sous l'impulsion tenace du Dr Anne Calazel Benque, conseillère au cabinet du Ministre, que le Pr Philippe Douste Blazy, Ministre de la Santé, débloqua la situation dans un climat budgétaire difficile, où il signa courageusement la généralisation du dépistage du CCR à l'ensemble du territoire, la veille de son départ au ministère des affaires étrangères.

Il a su être ferme dans ses décisions de faire aboutir ce dossier puis d'organiser l'articulation entre la DGS (législatif) et l'Inca (exécutif). Au final, il aura mis en ordre de marche toutes les administrations pour le dépistage et la prévention du CCR, cela de façon législative et réglementaire.

La convention signée en 2006 entre la DGS et L'Inca témoigne que la France s'est vraiment dotée d'un programme national de dépistage piloté par le ministère de la Santé en lien avec l'assurance maladie et l'Inca. Et le deuxième plan cancer de novembre 2009 renforce cette action avec des moyens supplémentaires alloués pour en augmenter l'impact national, lever les freins et valoriser la prévention.

C'est dans l'esprit de ce second plan cancer 2009 que le CREGG entretient des relations étroites avec l'association des polypectomisés de France (ADPF.info), afin de faciliter l'information des patients ou de leurs familles pour une prévention plus efficace. Cette collaboration permet de garantir des plateaux techniques et une démarche de qualité dans l'esprit de la charte trans-atlantique de prévention et dépistage du CCR.

La Troisième Journée Portes Ouvertes de Prévention du Cancer Colo-Rectal par coloscopie initiée par le CREGG aura lieu le 29 mars 2011. Elle est soutenue par l'ADPF, la SFED, la SNFGE, la SNFCP, l'ANGH et l'INCA.

Pour le futur, il convient de continuer à informer, dépister et maintenir une écoute attentive de ceux qui font l'histoire, avec pour objectif de réduire le nombre de décès de 5 000 par an à l'horizon des 5 ans. Puis viendra l'heure où nous devons nous attacher à comprendre les vraies raisons de la prévalence croissante du CCR....

Les Gastroentérologues aux côtés de l'Etat ont gagné une bataille contre le CCR, la Communauté de patients en proie au risque de CCR gagnera cette guerre qui tue 17 500 personnes par an en France (400 000 polypectomisés par an soit 2 millions de personnes concernées par ce problème, par périodes de 5 ans).

L'association des Polypectomisés de France

Le secrétaire général du CREGG Jean Christophe Létard

